

# Coca-Cola finance le «non» à l'assurance des soins dentaires

**NEUCHÂTEL** On sait désormais qui sponsorise la campagne des opposants. Outre la faïtière des sodas figurent aussi les assureurs privés. Une bombe avant le scrutin cantonal.

**FLORENT QUIQUEREZ**  
florent.quiquerez  
@lematindimanche.ch

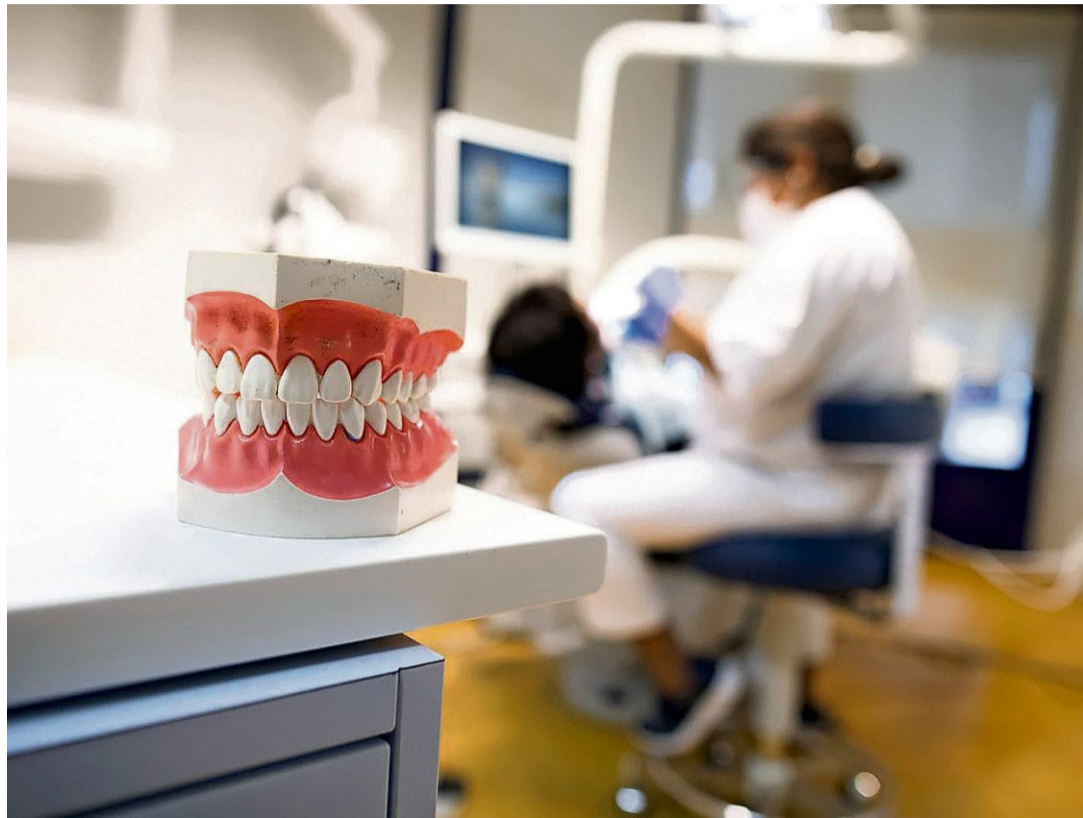
Selon une étude, 20% des Suisses renoncent à faire soigner leurs dents pour des questions financières. Le 25 septembre, Neuchâtel pourrait être le premier canton à disposer d'une assurance obligatoire pour les soins dentaires. Lancée par la gauche, l'initiative sur laquelle le peuple doit se prononcer propose de financer ce projet par un prélèvement de 1% du salaire, payé par l'employeur et l'employé. Or, à une semaine du scrutin, un fait de campagne va faire jaser: il touche au trésor de guerre des opposants.

Depuis 2015, le canton de Neuchâtel dispose d'une loi sur la transparence qui permet de savoir - en cas de votation ou d'élection - qui finance quoi, dès que les promesses de dons atteignent 5000 francs. Selon la Chancellerie cantonale, trois sponsors des opposants au texte atteignent ce seuil.

Si les 5000 francs dégagés par la Chambre neuchâteloise du commerce et d'industrie ne sont pas étonnants - il s'agit d'une organisation implantée dans le canton et qui prend part à la campagne - la présence sur cette liste de deux faïtières nationales surprend: l'Association suisse d'assurance (ASA) et l'Association suisse des sources d'eaux minérales et producteurs de soft drinks, toutes deux installées à Zurich. Avec des promesses de dons de 10'000 francs chacune, ce sont les deux plus grands sponsors.

## Les initiants indignés

Que des associations nationales interviennent ainsi dans un scrutin cantonal suscite l'indignation des initiants. «On voit à quel point des intérêts privés cherchent à nuire à un intérêt public», tacle le conseiller na-



Les Neuchâtelois se prononceront le 25 septembre sur une initiative demandant la mise sur pied d'une assurance dentaire. Odile Meylan

tional Baptiste Hurni (PS/NE), également président de la section romande de la Fédération suisse des patients.

Pour lui, la lecture de cet engagement financier est claire: «Les assureurs privés, qui gagnent aujourd'hui beaucoup d'argent avec les soins dentaires, perdraient de nombreux clients avec notre initiative. Ils ne cherchent qu'à conserver leur marge.»

## Chiffres d'affaires menacés

Pour l'Association suisse des sources d'eaux minérales et producteurs de soft drinks, ou SMS, le lien est moins évident. Il faut aller voir dans les listes des membres pour comprendre qu'elle défend les intérêts de certains des plus gros vendeurs de sodas du pays: Coca, Red Bull, PepsiCo ou Rivella. «Ce lobby des boissons sucrées a peur que cette initiative fasse baisser leur chiffre d'affaires, analyse Baptiste Hurni. Car le texte demande

aussi de financer la prévention en matière de soins dentaires.»

Pour lui, ces révélations jettent une lumière crue sur les enjeux du vote du 25 septembre. «Nous nous battons avec les cotisations de nos sympathisants pour défendre ce texte. Désormais, les Neuchâtelois savent qui se cache derrière la campagne du non et quels sont leurs intérêts réels. Ce cas montre à quel point la transparence dans la vie politique revêt un intérêt public.»

Pointée du doigt, l'ASA explique qu'elle soutient cette campagne car elle s'oppose à une telle assurance. «Le modèle de médecine dentaire en Suisse est comparativement peu coûteux et fonctionne avec succès grâce à la responsabilité individuelle, à la prévention et à l'assurance facultative.»

Et l'Association suisse des sources d'eaux minérales et producteurs de soft drinks, comment justifie-t-elle son immixtion? David Arnold, responsable de la communication, remonte à mai 2022 et au débat au Grand Conseil neuchâtelois concernant l'initiative sur les soins dentaires. «Un contre-projet proposant une taxe sur les boissons sucrées a été proposé. Pour de nombreuses raisons, nous le combattons. Comme il s'agissait d'un paquet - initiative et contre-projet - auquel les milieux économiques du canton de Neuchâtel s'opposaient, nous avons soutenu leurs différentes démarches.»



Keystone

«On voit à quel point des intérêts privés cherchent à nuire à un intérêt public.»

Baptiste Hurni (PS/NE)

Reste que la présence de ces deux sponsors paraît en décalage avec le discours des opposants. Formé de partis bourgeois et d'associations économiques cantonales, le camp du non a surtout dénoncé une usine à gaz et mis en avant les coûts du projet estimé à 110 millions, qui mettrait selon eux en péril l'attractivité économique du canton de Neuchâtel.

Publicité

Pour que tous les animaux profitent de la vie en plein air

# POUR UNE SUISSE SANS ÉLEVAGE INTENSIF

25 SEPTEMBRE 2022

# OUI

elevage-intensif.ch

OUI à l'initiative contre l'élevage intensif | 8000 Zurich

sentience politique pour les animaux.

FONDATION FRANZ WEBER

QUATRE TÂTES Le bien-être animal. Dans le monde entier.

## Les pro-vie manifestent dans un climat tendu

**ZURICH** Quelques centaines de personnes ont participé à la Marche pour la vie. La police a barré la route à des contre-manifestants.

Grillages, policiers armés jusqu'aux dents, fouilles de sacs: la police a déployé un important dispositif, samedi après-midi à Zurich, pour veiller au bon déroulement de la Marche pour la vie. Passé le cordon sécuritaire, quelques centaines de personnes se sont rassemblées sur la place du Marché d'Oerlikon pour dire leur opposition à l'avortement. Elles répondent à l'appel de diverses organisations chrétiennes et de l'UDF.

Certains ont fait le chemin depuis la Suisse romande, comme ces deux étudiants valaisans croisés dans la foule. «Nous ne sommes pas contre l'avortement



Les militants pro-vie défilent dans les rues d'Oerlikon.

mais pour la vie, veut nuancer la première. Et la vie commence à la fécondation.» «Nous sommes aussi là pour montrer que nous existons», ajoute le second.

Cette édition a lieu dans un contexte particulier. En juin, la Cour suprême américaine entermerait le droit à l'avortement, galvanisant du même coup les mouvements pro-vie du monde

entier. «Ça nous encourage à continuer», dit Louis, juriste fribourgeois de 27 ans.

En Suisse, l'interruption de grossesse est visée par deux initiatives lancées en fin d'année dernière par des conseillères nationales UDC. Un des textes s'oppose aux avortements tardifs. L'autre projet veut introduire un délai de réflexion d'un jour avant toute interruption de grossesse. Il a inspiré le slogan de la marche, «24 heures pour une vie».

C'est un autre slogan qu'ont fait entendre deux jeunes contre-manifestantes. «Notre corps nous appartient», ont-elles clamé sur scène, avant de s'embrasser devant un public médusé.

Les manifestants n'ont rien vu de l'autre protestation, de l'autre côté des grillages. Brandissant une banderole «Nos corps, nos rues», une soixantaine de personnes encagoulées et habillées en noir ont tenté de gagner le rassemblement. La police les a arrêtées dans leur course. GABRIEL SASSOON